

UN NOUVEAU RAPPORT ÉPINGLE LES INSUFFISANCES DE LA LUTTE CONTRE  
LA CORRUPTION EN EUROPE

# Les pays principaux clients et fournisseurs de l'Algérie en bas du classement

La lutte contre la corruption en Europe manque d'efficacité. L'association Transparency International (TI) a publié, mercredi 6 juin à Bruxelles, un rapport guère optimiste (PDF) : aucun Etat européen ne présente un bilan totalement favorable dans la lutte anticorruption, et trois quarts des citoyens de l'Union considèrent que la corruption est un problème en expansion au sein de celle-ci.

Le rapport de l'organisation établit également des liens entre la corruption et la crise financière actuelle. Les pratiques dénoncées sont souvent légales, mais contraires à l'éthique, explique TI. Elles résultent souvent de réglementations opaques concernant les activités de lobbying, de trafics d'influence et de pantouflage. Les pays principaux clients et fournisseurs de l'Algérie sont en bas de classement

Le rapport «Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe» rassemble les résultats des évaluations des systèmes nationaux d'intégrité de 25 pays européens, menées en 2011 : Allemagne, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse. Ce rapport inédit compare l'efficacité des mécanismes anticorruption de 25 pays européens.

Il révèle par exemple que la France est le seul pays avec la Slovénie où les déclarations de patrimoine et les déclarations d'intérêts des parlementaires ne sont pas rendues publiques. Selon ce rapport, 75% des Parlements européens ont des mécanismes d'intégrité insuffisants ou mal appliqués. Si aucun des 25 pays évalués ne dispose d'un système de lutte contre la corruption totalement efficace, certains se distinguent néanmoins par des garanties plus solides : les pays scandinaves d'abord, suivis par l'Allemagne, la Finlande, la Suisse et le Royaume-Uni. Sans surprise, la Bulgarie et la Roumanie sont considérés comme les pays dont les institutions sont les moins efficaces dans leur action contre la corruption.



## Parlement, exécutif, justice : les maillons faibles du système d'intégrité français

La France — 1<sup>er</sup> client et 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Algérie — ne fait pas partie des deux groupes d'Etats européens les plus performants. Son système national d'intégrité est situé sur le même plan que celui des Pays-Bas et de la Belgique. Bien que relativement solide, il se caractérise par certaines faiblesses. Le Parlement, l'exécutif et la justice sont en France les maillons faibles de la lutte contre la corruption. La France se distingue en cela des autres pays européens.

Le manque de transparence et d'intégrité dans la vie politique, de même que la défiance des citoyens à l'égard de leurs institutions apparaissent de plus en plus. Selon l'eurobaromètre de la Commission européenne, publié en février 2012, 74% des Européens estiment que la corruption est un problème croissant dans leur pays.

Ce sentiment est confirmé par le rapport publié : 75% des Parlements européens ont des mécanismes d'intégrité insuffisants ou mal appliqués. Les liens trop étroits entre le secteur privé et la classe politique sont notamment pointés du doigt, même dans les pays considérés comme les plus vertueux. Ainsi, la moitié des pays évalués ne prévoient aucun plafonnement des dons versés aux partis politiques. La Suisse et la Suède n'ont même aucune réglementation en la matière. Le lobbying opaque, le pantouflage, les trafics d'influence et les conflits d'intérêts ont provoqué divers scandales ces dernières

années : scandale des notes de frais à la Chambre des Lords britannique, fraude sur les retraites de parlementaires en Norvège, mise au jour de conflits d'intérêts au sein de la classe politique finlandaise, etc.

## Principales faiblesses

La réglementation du financement des partis politiques est insuffisante en Europe : le financement des partis politiques est un domaine présentant un risque de corruption élevé ; même les pays communément considérés comme étant peu corrompus n'ont pas su se protéger contre ce risque.

La Suède et la Suisse, par exemple, n'ont pas de disposition contraignante concernant le financement des partis ; de nombreux pays présentent des lacunes législatives et des mécanismes d'application insuffisants. Les activités de lobbying demeurent opaques : dans la plupart des pays européens, l'influence des lobbyistes, dans un environnement marqué par le secret, est préoccupante. Des règles de lobbying opaques ont pour conséquence des prises de décisions biaisées qui profitent à une minorité au détriment de tous les autres. Seuls 6 des 25 pays examinés (la France, l'Allemagne, la Lituanie, la Pologne, la Slovénie et le Royaume-Uni) ont régulé, d'une façon ou d'une autre, les activités de lobbying. Dans de nombreux cas, l'utilisation de registres des groupes d'intérêts fait sévèrement défaut. Les Parlements ne satisfont pas aux standards éthiques : dans plusieurs pays européens, de nombreux dispositifs cruciaux visant à garantir l'intégrité des parlementaires n'ont pas été adoptés.

Ces dispositifs peuvent prendre la forme de codes de conduites obligatoires pour les parlementaires, d'une réglementation claire des conflits d'intérêts ou de règles concernant les déclarations d'intérêts, du patrimoine et des revenus. Lorsque ces dispositifs existent, leur mise en œuvre n'est souvent pas effective. Dans 11 des 25 pays examinés, les règles en place ne couvrent pas toutes les facettes des intérêts des parlementaires et/ou ne prévoient qu'une déclaration partielle, comme en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, en Grèce, en Hongrie, en Italie, aux Pays-Bas, en République tchèque, en Slovénie et en Suisse. Dans la pratique, l'accès à l'information est limité : une législation garantissant l'accès à l'information existe dans tous les pays examinés à l'exception de l'Espagne, où un projet de loi était en cours de discussion au Parlement lors de la rédaction de ce rapport. Dans 20 de ces 25 pays, la mise en œuvre laisse toutefois à désirer. D'importants risques de corruption existent dans la passation de marchés publics : les directives européennes en matière de passation de marchés ont été transposées en droit interne. Cependant, dans beaucoup de pays européens, ce n'est un secret pour personne que ces règles sont systématiquement et impunément contournées. Les problèmes liés à la passation de marché sont particulièrement graves en Bulgarie, en Italie, en République tchèque, en Roumanie et en Slovaquie. La protection des lanceurs d'alerte et des dénonciateurs de la corruption fait cruellement défaut : la grande majorité des membres de l'UE n'ont pas su adopter des lois de protection des lanceurs d'alerte ni

dans le secteur public ni dans le secteur privé. Sur les 25 pays, seuls 6 possèdent des lois spécifiques pour la protection des lanceurs d'alerte — la Hongrie, la Norvège, les Pays-Bas, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Suisse. Ce qui n'est pas le cas pour 4 pays, principaux clients et fournisseurs de l'Algérie : la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. Dans la pratique, les lanceurs d'alerte ne disposent pas d'une protection suffisante contre les représailles dans tous les pays examinés à l'exception de la Norvège et du Royaume-Uni.

## Le concept de système national d'intégrité

La méthode d'évaluation du système national d'intégrité fournit un cadre pour analyser la solidité et l'efficacité des institutions d'un pays en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Un système national d'intégrité fonctionnant bien fournit des garde-fous efficaces contre la corruption dans le cadre plus large de la lutte contre les abus de pouvoir, les malversations et les détournements de fonds. Des institutions ne disposant pas de réglementations appropriées et ne rendant pas suffisamment de comptes peuvent favoriser le développement de la corruption, avec des répercussions néfastes sur la croissance équitable, le développement durable et la cohésion sociale. Renforcer les systèmes nationaux d'intégrité favorise une meilleure gouvernance et contribue en fin de compte à une société plus juste. Le rapport définit également les institutions les plus efficaces et celles qui sont les moins performantes en Europe. Les partis politiques, les administrations publiques et le secteur privé font figure de mauvais élèves en matière de promotion de l'intégrité, ainsi que, par extension, les Parlements, qui échouent souvent à proposer et à mettre en application des garde-fous contre la corruption, tels que des codes de conduites pour les parlementaires, une déclaration obligatoire des intérêts, du patrimoine et des revenus, ou encore des restrictions sur les emplois d'après-mandat. Ces évaluations montrent également que le secteur privé ne joue pas un rôle significatif pour prévenir et combattre la corruption. Parmi tous les pays européens étudiés, deux seulement disposent d'un secteur privé qui travaille de manière suffisante avec les gouvernements et la société civile sur les questions de lutte contre la corruption (la Norvège et la Suède).

Djilali Hadjadj

# Pour rompre les liens trop étroits entre le secteur privé et la classe politique, le rapport formule plusieurs recommandations

Dix-neuf pays européens doivent réglementer le lobbying. 12 doivent plafonner les dons politiques et 13 doivent supprimer les dons anonymes. 10 doivent supprimer les réserves relatives à la publication par les parlementaires de leurs déclarations d'intérêts et de patrimoine et 2 pays doivent les rendre publiques. 19 pays doivent adopter des codes de conduites pour les parlementaires.

14 doivent renforcer ou introduire des limites au pantouflage (\*) dans le secteur privé des parlementaires. Les gouvernements en Europe doivent adopter des réglementations contraignantes en matière de financement des partis politiques, notamment en mettant en application

des règles claires concernant la déclaration des contributions et en remédiant aux lacunes qui entravent leur efficacité. Introduire pour les groupes d'intérêts des registres obligatoires, qui s'appuieraient sur une définition large du lobbyiste, les réglementations sur le lobbying s'appliquant des cabinets de conseil en affaires publiques aux lobbyistes d'entreprise en passant par les cabinets d'avocats, les ONG et les think-tanks. S'assurer que les lois sur l'accès à l'information sont conformes aux principes fondamentaux de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; éliminer les obstacles pratiques à l'accès à l'information ; adopter une approche volontariste visant à

rendre l'information «publique par défaut» dans un format électronique facilement accessible ; adopter ou amender la législation sur la protection des lanceurs d'alerte pour assurer une protection adéquate aux employés des secteurs public et privé, notamment aux consultants, travailleurs intérimaires et stagiaires, et garantir une véritable mise en œuvre de cette protection, comprenant la sensibilisation des organisations du secteur public, des entreprises et du public. L'Union européenne doit montrer l'exemple en adoptant des règles efficaces pour encourager le plus haut niveau d'intégrité au sein de ses propres institutions. Selon les auteurs du rapport, la transparence et la bonne gouvernance à

tous les niveaux de la décision publique sont en effet des conditions essentielles pour la résolution de la crise économique en Europe.

D. H.

(\*) **Pantouflage** : Le terme désigne de manière familière le fait pour un haut fonctionnaire de l'Etat d'aller travailler dans une entreprise privée, notamment quand il ne se fait pas dans la plus grande transparence ; ce qui pose des problèmes éthiques et déontologiques liés au mélanges des sphères privées et publiques et des sphères de l'intérêt général et des intérêts particuliers ou de grandes entreprises. Il est source de situation de conflits d'intérêts.